

Nouvelles

(« *Anbā'* » — *Kawkab al-Sharq*, 25 avril 1933)

Taha Hussein

Les adversaires et les amis du Premier ministre doivent reconnaître qu'il est un homme d'endurance — d'une endurance sans fin, patient et d'une patience sans bornes, que n'émeut ni le désespoir ni l'espoir, que n'affectent ni l'abattement ni l'espérance. Son seul souci est le pouvoir, et le pouvoir seul ; il l'a voulu et l'a obtenu, et une fois installé il a juré de s'y accrocher tant que sa main pourrait tenir les rênes et serrer la bride. Si fort que les motifs de démission pèsent sur lui, il ne les écouterait pas ; et si fort que les incitations à la retraite l'assaillent, il n'en tiendrait aucun compte !

Et il a tenu son serment : il reste en place et ne bouge pas. Tout autour de lui en Égypte va à la ruine, et il ne bronche pas ; tout en Angleterre se retourne contre lui, et il ne s'en soucie pas. Les avertissements lui parviennent de toutes parts, comme si rien ne lui était parvenu, comme si aucun avertissement ne l'avait atteint ! À peine s'était-il installé au pouvoir qu'il tenta les négociations ; on lui dit : pas tant que la nation ne vous aura accordé sa confiance et ne vous aura désigné pour parler en son nom.

Il s'employa à obtenir cette confiance mais ne trouva aucun moyen d'y parvenir ! Alors vint l'histoire des élections — et que dire de l'histoire des élections ! Une fois les conditions réunies et le Sénat et la Chambre assemblés, l'homme s'attela à négocier, et les Anglais se mirent à le renvoyer de mois en mois, et d'année en année, jusqu'à ce que, poussant l'insistance à l'excès, ils le renvoyèrent à une date indéterminée, s'excusant tantôt par la surcharge de travail chez eux, tantôt par la mauvaise situation chez nous. Et ils lui faisaient comprendre en toute circonstance — et il comprenait, mais feignait de ne pas comprendre — qu'il n'y avait aucun moyen de négocier avec lui, puisqu'il ne représentait pas l'Égypte, ne pouvait parler en son nom, ne pouvait l'engager s'il prenait des engagements, ni l'obliger à exécuter un traité ou à appliquer un accord. Mais le Premier ministre est intelligent et habile : il comprend comme s'il n'avait pas compris, et entend comme s'il n'avait pas entendu !

Les Anglais refusent, et lui demande et renouvelle sa demande ; les Anglais déclinent, et lui insiste et pousse l'insistance à l'excès ! Et ils demeurent dans leur refus, et lui demeure dans son insistance, jusqu'à ce que ses forces déclinent et que ses ressources s'épuisent. Et le voilà malade, incapable de travailler, mais capable malgré tout de réclamer des négociations, de s'acharner dans sa demande, de rédiger des propositions qu'il soumet au Haut-Commissaire, et avec lesquelles ce dernier voyage à Londres pour les présenter à ses supérieurs au Foreign Office.

Les proches du Premier ministre le pressent de donner la priorité à sa santé et à son bien-être, et de laisser le pouvoir à quelqu'un capable de l'assumer. Mais entre le Premier ministre et Londres il y a des fils d'espoir qui le poussent à ne pas écouter les conseils des conseillers et à rester au pouvoir — dans l'espoir que ses propositions soient acceptées, qu'il signe un traité avec les Anglais, qu'il quitte le pouvoir d'une manière honorable, et qu'il inscrive dans la lettre de sa démission qu'il a accompli sa mission, ayant doté le pays d'un nouveau régime et conclu un accord avec les Anglais pour le pays.

Mais ses propositions sont rejetées à Londres, et le Foreign Office annonce — comme nous l'apprend le correspondant d'al-Ahram ce matin — que la nouvelle de négociations avec Sidqi Pacha est absolument sans fondement. Et le correspondant d'al-Ahram interprète cette annonce en ce sens que le Foreign Office a rejeté les propositions de Sidqi Pacha avec courtoisie et tact, comme il en a toujours l'habitude !

Et il est juste que le Foreign Office, envers son ami malade, use de ménagement et de bienveillance, qu'il ne le repousse pas brutalement, mais satisfasse à ce qu'il désire et déclare qu'il n'y a jamais eu entre eux de négociations. Quoi qu'il en soit, le Premier ministre a échoué dans son désir de négocier avec les Anglais pour la septième ou la huitième fois — ou la dixième, si vous voulez ! Et il ne lui reste plus aucun espoir de retenter l'aventure, de renouveler sa demande, ou de compter sur un avenir proche ou lointain ; car tout désormais se dresse entre lui et l'espoir.

Sa position politique en Égypte s'est affaiblie comme elle ne l'avait jamais été, et sa santé — hélas — ne lui permet pas de tenter de renforcer sa position et de recouvrer sa force politique. Tout lui a échappé, tout lui

a glissé des mains, et son maintien au pouvoir est devenu un vain discours et un exercice de futilité. Selon toute vraisemblance, il ne reste au pouvoir que le temps de préparer les choses pour ceux qui le soutenaient hier, afin qu'ils mettent en place son successeur aujourd'hui ou demain.

Quoi que disent les amis du Premier ministre et quoi que claironnent ses trompettes, personne ne pourra tromper les Égyptiens en prétendant que le maintien de Sidqi Pacha au pouvoir est autre chose qu'un prétexte. Ce prétexte peut durer quelques jours, s'étirer quelques semaines, ou disparaître soudainement ; mais le départ du Premier ministre du pouvoir dans un avenir proche est une chose inévitable et inéluctable, car c'est la conséquence fatale conforme à la nature des choses en Égypte et au pays des Anglais.

Tout est en ébullition autour du Premier ministre en Égypte. Le peuple s'est détourné de lui depuis qu'il a pris le pouvoir, mais ce détournement s'est intensifié jusqu'à atteindre son paroxysme. La preuve en est que son ministère s'alarme de tout et mobilise l'armée et la police en prévision des choses les plus anodines et les moins dangereuses. Et les Anglais se sont lavé les mains de lui et ont confirmé qu'ils ne négocieront pas avec lui, et ont confirmé une fois de plus qu'ils se prépareront à négocier — mais avec le ministère qui représente l'Égypte, exprime sa volonté, parle en son nom, et dont les engagements seront honorés par l'Égypte.

Ainsi l'affaire du ministère en place est-elle réglée, en dépit de ce que l'entourage de Sidqi Pacha dira demain et après-demain, et jusqu'à ce que le Premier ministre présente sa démission à Sa Majesté le Roi. Chaque jour des jours à venir est un jour où une porte peut se fermer et une autre s'ouvrir, où une page peut être tournée et une autre déployée. Les Égyptiens feront leurs adieux, demain ou après-demain, à un ministère qui leur a fait goûter toutes les douleurs et toutes les épreuves. Ils se souviendront, et ils oublieront, mais en tout état de cause ils tourneront la page d'hier et regarderont la page de demain. Ils diront adieu à une ère et en accueilleront une autre.

Et si le rappel est utile, l'avertissement ne l'est pas moins.

Selon toute vraisemblance, cette nouvelle diffusée par al-Ahram ce matin réveillera des espoirs endormis et renouvellera une énergie qui

s'était quelque peu ralentie. Les rêves se prépareront et revêtiront leurs atours, et prendront des formes extrêmement différentes, mais extrêmement séduisantes en tout état de cause. Ces rêves visiteront certaines maisons et apparaîtront devant certaines âmes. Certains se prépareront pour un ministère même si celui-ci ne les a pas encore sollicités, et certains se tiendront prêts pour le pouvoir même si le pouvoir ne les y a pas encore appelés. Les conversations se multiplieront et le débat s'intensifiera.

Il est donc juste que nous rappelions les Égyptiens, juste que nous les avertissions, et il incombe aux Égyptiens eux-mêmes de prendre garde. Si grand que soit leur irritation contre le ministère en place, et si lourd que soit le fardeau de le supporter, ils se doivent à eux-mêmes de ne pas se hâter de voir passer un mal pour tomber dans un autre qui pourrait être plus odieux en nature et plus nocif en conséquences. Mieux vaut pour eux que l'épreuve se prolonge dans toute sa faiblesse, sa débilité et son désordre actuels, plutôt qu'ils ne s'imaginent qu'elle a passé quand elle se renouvelle, ou qu'elle s'est dissipée quand elle reprend son activité, forte et violente.

Les Égyptiens doivent se rappeler ce qu'ils reprochent au ministère de Sidqi Pacha, et savoir ce qu'ils veulent lorsqu'ils souhaitent la démission de ce ministère. Ils reprochent au ministère en place d'avoir modifié la Constitution, et veulent que cette Constitution leur soit rendue. Ils reprochent au ministère en place de fouler aux pieds la liberté — et nous n'entendons pas la seule liberté des individus ; nous entendons la liberté de la nation tout entière. Nous voulons la liberté parlementaire ; nous voulons la vie représentative tout entière. Et ils veulent que soient levées de la liberté ces chaînes et ces entraves, et que leur vie politique soit rétablie telle qu'elle était le jour où le Premier ministre s'est levé pour former son ministère.

Les Égyptiens doivent se rappeler tout cela, et ne pas se laisser abuser par l'espoir que l'épreuve touche à sa fin, ni se laisser distraire par les propos et les vœux pieux. Al-Ahram a repris sa diffusion de la réflexion anglaise sur le ministère national, et s'est mis à en parler, déclarant qu'il ne souhaite pas désormais y appeler — car, tout en croyant qu'il est une nécessité de la vie égyptienne actuelle, il répugne à l'embellir et à y inciter après l'avoir déjà fait, ce qui avait suscité des soupçons. C'est là une forme d'appel au ministère national qui a quelque

habileté et quelque tact, et quelque précaution et quelque pudeur.

Il est certain que d'autres journaux mentionneront le ministère national, y appelleront et insisteront pour le mentionner et y appeler. Et il est certain que personne ne refusera ce ministère national — mais à la condition qu'il soit le résultat de la volonté de la nation, libre et sans entraves, et non une condition dictée par les Anglais pour modifier la situation politique dans laquelle nous nous trouvons.

Personne ne refusera l'idée du ministère national si la nation est consultée et l'approuve, si la nation y est appelée et y répond. Mais si ce ministère national est imposé à la nation de quelque côté que ce soit, ou par quelque club, ou par quelque parti, personne n'y sourira, personne n'y répondra, et personne ne l'acceptera sinon ceux qui y pensent et y appellent.

Les Égyptiens doivent se rappeler que ce ne sont pas eux qui ont créé cette crise politique existante ; ce sont d'autres qui l'ont créée, et c'est donc à ceux qui l'ont créée de la résoudre. Et il n'y a pas d'autre solution que de ramener les choses à ce qu'elles étaient le jour où Sidqi Pacha a assumé les fardeaux du pouvoir. Là, et là seulement, l'Égypte pourra être consultée sur le ministère national, et l'affaire de ce ministère national pourra se dérouler conformément à la règle de la Constitution, non conformément à quoi que ce soit d'autre.

Nous pensons qu'il n'y a dans ces mots ni ambiguïté ni obscurité, et nous croyons — d'une conviction que rien ne saurait ébranler — qu'ils dépeignent fidèlement l'opinion de la majorité des Égyptiens à qui l'ensemble de l'affaire sera référé, aujourd'hui ou demain.